

# REVUE

DES

# SCIENCES POLITIQUES

Publiée avec la collaboration des professeurs et des anciens élèves  
de l'École libre des Sciences politiques

PARAISANT TOUS LES DEUX MOIS

TROISIÈME SÉRIE. — TRENTE-SIXIÈME ANNÉE

TOME XLIV. — I. JANVIER-MARS 1924.

EXTRAIT

LA DIPLOMATIE  
DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE  
(1871-1914) I.

PAR

Joseph REINACH



Bibliothèque Maison de l'Orient



157225

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

*Voir au dos les conditions nouvelles de publication.*

LA DIPLOMATIE  
DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE  
(1871-1914)



Avec les inévitables erreurs, la politique extérieure de la troisième République restera un modèle de loyauté et de fierté, de sagesse et de prévoyance.

I

La « noble blessée », comme disait Thiers d'un mot qui porta au plus profond, ne cessa point d'avoir mal à l'Alsace-Lorraine. L'abandon de ces deux pays, mêlés si activement à la vie nationale, ne fut ratifié à aucun moment par la même conscience qui s'était résignée à la perte de la rive gauche. C'était bien la chair de sa chair qui, cette fois, avait été arrachée à la mère-patrie. Les provinces séparées d'elle par la force, soumises au régime de la force, devinrent deux et trois fois chères. Elles s'enveloppèrent de légende. La statue de Strasbourg, sur la place de la Concorde, demeura couverte de drapeaux en deuil et de couronnes de fleurs. Un grand anglais<sup>1</sup> a dit que rien ne lui parla plus haut, d'un langage plus révélateur des pensées intimes de la France.

Mais ce souvenir qui ne s'éteignait pas, cette protestation qui se perpétuait, cet espoir de rassembler un jour les frères séparés qui vivait au fond des cœurs, ne débordèrent pas sur la politique. Le traité de Francfort ne fut point tenu pour définitif, irrévocable, éternel, mais il fut scrupuleusement respecté jusqu'au jour où l'Allemagne le déchira par son agression préméditée. Au lendemain des désastres dus à l'impréparation de l'armée et à l'insuffisance des effectifs, l'Assemblée nationale a décrété le service universel et obligatoire : « Chaque fois qu'il naîtra un Français, il naîtra un soldat » ;

1. Lloyd George.

et les crédits militaires, tels que les demandaient les gouvernements, furent toujours votés; mais la pensée de reprendre l'Alsace-Lorraine par une guerre offensive ne fut jamais que celle d'une minorité; l'immense majorité de la nation ne cessa pas d'affirmer, par des scrutins répétés, sa volonté résolument pacifique. La France contracta des alliances avec des peuples dont les intérêts s'accordaient avec les siens; mais ces alliances furent exclusivement défensives, et il ne dépendit que de l'Allemagne de ne pas les faire jouer. Point d'amitié, de réconciliation menteuse avec l'Allemagne; mais peu à peu ont repris les rapports politiques, économiques, intellectuels; le fossé n'est pas comblé, mais il est traversé par un pont.

Les gouvernements, si divers qu'ils fussent, tinrent toujours un langage d'une irréprochable correction; les déclamations individuelles furent rares. Un Alsacien constata sans amertume que « c'était à Paris, comme de raison, qu'on parlait le moins du traité de Francfort; l'y mettre publiquement en cause, ce serait défier l'Allemagne<sup>1</sup> ». Argument de bon sens et de prudence. Le mot d'ordre, plus fortement motivé, fut, dès 1871, donné par Gambetta : « Ne prononçons jamais une parole téméraire; cela ne conviendrait pas à notre dignité de vaincus, car il y a une dignité du vaincu, quand il est tombé victime du sort et non de sa propre faute. Soyons gardiens de cette dignité et ne parlons jamais de l'étranger, mais que l'on comprenne que nous y pensons toujours<sup>2</sup>. »

Ainsi, par le silence évitera-t-on des ripostes brutales et, peut-être, meurtrières, et par la pensée, réfugiée aux régions inviolables de la conscience, les naufrages de l'âme.

Le monde qui croyait connaître la France, s'était attendu à ce qu'elle remplirait les airs d'un bruit de revanche sitôt qu'elle aurait reconstitué ses forces. Il avait été décidé que ce peuple léger ne pouvait éprouver de sentiments un peu vifs sans les extérioriser. La première *Triplice* des Empereurs (Allemagne, Autriche, Russie), où l'Italie serait déjà entrée volontiers et que les deux grandes démocraties anglo-saxonnes, Angleterre et Amérique, regardaient avec complaisance, est née de cette inquiétude. Ceux qui se rendirent compte par la suite qu'un même cri de révolte continua à retentir dans les

1. HELMWEH, *Triple Alliance et Alsace-Lorraine*, p. 132.

2. Discours de Saint-Quentin, 16 novembre 1871.

cœurs qui ne renonçaient pas à espérer, ne purent assez s'étonner de cette maîtrise de soi qui, pendant quarante-trois ans, retint toute provocation dont l'Allemagne aussitôt se serait emparée.

On a dit des sonneurs de clairon, dont la Revanche était le mot d'ordre, qu'ils empêchèrent le sentiment national de s'endormir; on avait prédit qu'ils ne feraient rien autre que du bruit dans une chambre de malades. Opinion fausse et fausse prédiction. La France était éveillée et saine. Les ligues agirent peu sur l'opinion et, tant qu'elles restèrent en dehors de la politique (jusqu'en 1885), n'exercèrent aucune influence sur les gouvernements; au surplus, elles ne furent pas très nombreuses.

L'eussent-elles été davantage et fussent-elles devenues, à l'exemple des pan-germanistes, un parti de guerre qu'elles auraient surtout risqué de fournir un prétexte à une ruée préventive des Allemands, et elles auraient empêché les alliances et les ententes. Les gouvernements et les peuples, sans lesquels la guerre de 1914 n'eût pas été victorieuse, vinrent à la France, non pas pour l'aider à reprendre ses provinces, mais parce qu'elle suivait, dans le respect des traités de 1871, une politique de paix.

L'équipée boulangiste, coalition des partis de monarchie, de dictature et d'Église, avec un gros de mécontents, ayant joué du patriotisme, l'Europe, qui s'était précédemment rapprochée, s'écarta. L'alliance fondamentale avec la Russie fut conclue après l'échec de cette fronde aux allures belliqueuses, par des hommes qui l'avaient combattue et à qui répugnait de reprendre l'Alsace dans les cafés-concerts. L'entente avec l'Angleterre fut conclue après la défaite du mouvement nationaliste qui était sorti de l'affaire Dreyfus et dont les chefs venaient du boulangisme.

Gambetta avait été l'âme de la Défense nationale; représentant du Haut- et du Bas-Rhin, de la Moselle et de la Meurthe à l'Assemblée de Bordeaux, il avait rédigé les deux fameuses déclarations des députés de l'Alsace-Lorraine : l'appel au droit public de l'Europe avant l'ouverture des négociations, l'appel à la justice de l'avenir après la conclusion de la paix de démembrement; d'un très ferme propos, il ne voulut pas être l'homme de la Revanche; il fut l'homme de la Revendication. La vie des peuples n'est pas un jeu; de revanche en revanche, d'un autre Iéna à un autre Sedan, ce,

serait la guerre éternelle. Gambetta n'est pas Déroutède; mais l'objet précis de la politique qu'il propose, c'est la réparation de l'abus de force qui a été commis, non pas seulement contre la France, mais contre l'Europe, par la Prusse-Allemagne, et cette réparation doit être l'œuvre de l'Europe elle-même.

Le rétablissement de la France dans ses frontières et le rétablissement de l'équilibre européen sans lequel la paix sera toujours précaire et l'indépendance des nations toujours menacée, la cause de la France et la cause de l'Europe, c'est tout un.

Il suffit de lire le texte de la déclaration du 16 février 1871 pour y reconnaître le principe de cette politique, la seule qui pût rendre, et celle, en effet, qui a rendu à la France ses provinces perdues. Gambetta connaissait trop bien la lassitude du pays, après l'effort de la Défense nationale, pour attendre de l'Assemblée, qui était à la fois rurale et royaliste, qu'elle repoussât, si cruelles qu'elles fussent, les conditions de Bismarck. Elle se bornerait à saluer avec douleur « l'immuable volonté de l'Alsace et de la Lorraine de rester terres françaises »; et elle repousserait dans la métaphysique l'évocation du principe, bien qu'il eût été celui de la Monarchie, que le Souverain — autrefois le Roi, aujourd'hui la Nation — ne peut aliéner aucune partie du territoire « sans s'arroger un droit qui n'appartient même pas au peuple dans ses comices » et « sans commettre un excès de pouvoir ». Mais Gambetta n'aura pas établi en vain que la question de l'Alsace et de la Lorraine n'est pas seulement une question française, que « l'unité de la France est une garantie de l'ordre général du monde, une barrière contre l'esprit de conquête et d'invasion », — c'est la maxime même de Richelieu que « la grandeur de la France est (pour l'Europe) une sûreté réelle et une garantie constante », — et que « les nations civilisées », ayant manqué à leur rôle de « gardiennes des règles de la justice et du droit des gens », se verront, tôt ou tard, menacées « d'être à leur tour victimes des attentats qu'elles auront tolérés ».

Combien d'années faudra-t-il pour que ces vérités apparaissent à l'Europe, se lèvent, sous la pression des intérêts, dans sa conscience? « Serons-nous seulement témoins du drame qui se prépare? » Gambetta avait pénétré trop avant dans l'étude de l'histoire pour ne pas s'être rendu compte qu'on ne presse point ses pas, et que la poli-

tique, c'est d'être prêt pour l'occasion, ce qu'on appelle vulgairement le hasard et qui n'est, en effet, que la circonstance déterminante d'un événement longtemps attendu ou préparé. La pensée dominante de Gambetta, c'est donc bien le retour des provinces perdues; quand il fait appel à l'union et à la concorde, il en montre la raison à la trouée des Vosges; quand il s'oppose aux exigences de l'esprit de parti, il rappelle qu'on ne fait pas la politique de la même manière dans un pays qui a toutes ses frontières et dans un pays mutilé; mais comme il a vu, en homme d'État, ce qui échappe aux poètes qui ne sont que des poètes, aux soldats qui ne sont que des soldats, à savoir que l'Alsace et la Lorraine mosellane ne redeviendront pas françaises avant que les peuples, menacés d'année en année d'avantage par l'hégémonie allemande, en aient découvert la cause profonde au traité de Francfort, il faut d'abord que la France soit forte et qu'elle inspire une pleine confiance.

Aussi, quand il ne se tait pas, non seulement de sa douleur toujours vivante, mais de son plus cher espoir, — car cela serait une preuve de faiblesse et comme un reniement du droit, — ce n'est que pour protester de sa foi dans « la justice immanente ». Ces mots ne sont pas sur ses lèvres une précaution oratoire. Il affirme dans l'un de ses plus retentissants discours que « les cœurs ne battent pas pour un idéal sanglant », que « les grandes réparations peuvent sortir du droit<sup>1</sup> »; et il écrit à un des confidents de ses pensées les plus intimes : « La paix reste notre règle; nous ne rentrons dans l'ordre extérieur que pour rétablir l'ordre et le droit en Europe<sup>2</sup>. » Mais, en même temps, il n'a pas de plus constante préoccupation que celle de la Défense nationale, de l'armée qui peut, seule protéger la frontière et assurer l'avenir; chaque fois que, dans l'une de ses courses en Allemagne, il a constaté la force de l'instrument militaire, « cheville ouvrière de tout le mécanisme », il n'en conclut pas seulement qu'« il faut se tenir tranquilles », mais qu'« il faut s'occuper avec plus d'ardeur et de soins du budget de la guerre<sup>3</sup> »; et, patiemment, « cheminant » lui aussi, « par voie couverte », à l'exemple de « l'incomparable cardinal », il s'applique à

1. Discours de Cherbourg, août 1880.

2. 17 janvier 1878.

3. 20 septembre 1876.

ouvrir les avenues et, même les sentiers vers les alliances et les ententes : sceller avec l'Angleterre un accord qu' « à aucun prix il ne faudra jamais rompre », « suivre les destinées de la Russie et nous associer à ses horizons, les modifier au besoin », rapprocher l'Italie de la France », peser sur la balance roumaine toujours « oscillant entre les puissances germaniques et la Russie », « mettre la main dans la main des Slaves du Sud, ces Piémontais de l'Orient », « dissoudre l'alliance Habsbourg-Hohenzollern ». Et, toujours, il revient à la pensée maîtresse de la déclaration de Bordeaux : « A une époque de civilisation raffinée comme la nôtre, on ne conquiert pas les peuples malgré eux. L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine sera le germe de mort pour l'Empire. Les Allemands ont meurtri le cœur de l'Europe. Tant qu'ils n'auront pas réparé cette faute, la paix du monde, si nécessaire à tous les peuples, restera à la merci d'un incident<sup>1</sup>. »

## II

Aussi bien, alors que l'Europe est encore loin d'apercevoir que la cause du droit universel a été aussi profondément blessée à Francfort que celle de la France et alors qu'elle s'explique encore mal les premiers symptômes de son malaise, la question de l'Alsace-Lorraine reste-t-elle inexorablement ouverte à Berlin. Elle revient devant le Reichstag à chaque demande de nouveaux crédits militaires, et c'est sous la forme la plus irritante pour l'orgueil allemand, obligé de reconnaître que l'Alsace et la Lorraine mosellane, « terres germaniques détachées injustement de l'Empire germanique », obstinément veulent rester françaises.

En dehors des deux députés socialistes, Bebel et Liebknecht, qui votèrent contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, il ne s'est guère rencontré en Allemagne qu'un ancien officier, à la vérité d'origine française par sa mère, le lieutenant-colonel Moritz von Egidy, pour trouver indigne d'un grand État moderne de s'attacher par la force des hommes qui, ayant fait choix d'une autre patrie, lui restent fidèles. Il osa crier, en plein Berlin : « L'Alsace-Lorraine aux Alsa-

1. Lettres à Mme Léonie Léon, à Ranc, à Ruiz. Voir DESCHANEL, *Gambetta*, p. 198 et suiv.

ciens-Lorrains! » sans aller d'ailleurs jusqu'au bout de sa pensée<sup>1</sup>. Tous les autres, y compris le gros des socialistes, devaient justifier la prédiction que Renan n'avait pas faite sans douleur à son vieux maître Strauss : « La conduite que vous allez être obligés de tenir dans les provinces annexées malgré elles achèvera de vous démoraliser. Vous allez être obligés de donner un démenti à tous vos principes, de traiter en criminels des hommes que vous devez estimer, des hommes qui n'auront fait autre chose que ce que vous fîtes si noblement après Iéna; toutes les idées morales vont être perverties<sup>2</sup>. »

Bismarck n'avait à aucun moment mis en doute l'hostilité des Alsaciens; Moltke avait averti que, pour conserver les provinces acquises, il faudrait monter la garde aux bords du Rhin pendant cinquante ans. Pas moins d'un demi-siècle serait nécessaire pour amener la France à la résignation et pour germaniser à nouveau la vieille terre celtique.

On peut croire que le calcul se fût trouvé faux alors même que l'Allemagne, à l'exemple de la France du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup> siècle, se fût appliquée à traiter l'Alsace et la Lorraine avec plus de bienveillance et d'esprit de justice qu'aucune autre partie de l'Empire. Mais elle n'en fit rien. Comme elle s'était déjà pervertie au point de croire seulement à la force, elle malmena du premier jour les Alsaciens-Lorrains avec la même dureté que ses Polonais et ses Danois et n'arrêta pas de faire exactement le contraire de ce qu'il eût fallu pour les accoutumer à leur sort.

Le *Reichsland*, propriété commune de tout l'Empire, fut géré et exploité surtout par les Prussiens. Les franchises municipales furent, sans doute, respectées, sauf dans les villes où fut introduite l'institution des maires de carrière; l'administration se montra, avec plus de roideur, ce qu'elle était partout en Allemagne, correcte, exacte, méticuleuse, prompte à expédier les affaires; les villes et les villages bénéficièrent de bonnes lois d'hygiène, les ouvriers d'une intelligente législation sociale. Mais tout ce qui constitue l'âme profonde d'un peuple fut méthodiquement brutalisé, la culture française tenue en suspicion, la langue française proscrite.

Si les Alsaciens avaient été des machines, le régime allemand eût

1. Moch, *l'Ere sans violence*, p. 57.

2. Lettre à Strauss dans la *Réforme intellectuelle et morale*, p. 207.

été fort bon ; mais c'étaient de tous les rhénans les plus affinis, les plus jaloux de leur liberté, qui était l'une des plus anciennes de l'Europe, depuis leurs Républiques communales à l'italienne, épiscopales ou laïques, corsetées de bonnes murailles « bien défendables », en pierre des Vosges, compacte et dure, au temps glorieux du Saint-Empire. Pendant près d'un demi-siècle, il n'y eut pas un seul parmi les nouveaux maîtres de l'Alsace pour apercevoir, même de loin, comment il se pouvait faire que, « la liberté perdue, les biens mêmes qui demeurent après elle perdent entièrement leur goût et saveur<sup>1</sup> ».

Du premier jour de la conquête, les fonctionnaires, les lourds préfets, les agents de police, méchants et souvent malhonnêtes, prirent comme à tâche d'offenser ; les militaires d'étaler une insolence provocatrice. Moins la germanisation progressait, plus le gouvernement général multiplia, en les aggravant, les vexations, les enquêtes tracassières, comme on punit des enfants indociles. Cela ne fit que fortifier la réaction anti-allemande. Malgré l'exode de plus de 100,000 Alsaciens-Lorrains, rompant les liens les plus chers, s'exilant de la petite patrie plutôt que d'y vivre sous les Allemands, la résistance ne fléchit pas<sup>2</sup>.

L'exode, s'il se fut continué, aurait fait le jeu de la Prusse. « Si vous partez tous, dit Gambetta, nous n'aurons plus de raison d'aller reprendre nos provinces perdues. » Les vrais exilés, ce furent ceux qui renoncèrent à la grande patrie, optèrent pour l'Allemagne, restèrent, mais pour entretenir le cher souvenir. Comme il avait bien fallu leur laisser leur bulletin de vote, ils renouvelèrent, à chaque élection, l'éternelle revendication de Bordeaux. Tous les élus de 1874 appartinrent au parti protestataire. Teutsch demanda au Reichstag d'ordonner que les populations se fussent appelées à se prononcer elles-mêmes sur leur incorporation à l'Empire. Seul de ses collègues, Ress, évêque de Strasbourg, refusa de s'associer à la motion ; il dit laidement : « Les Alsaciens-Lorrains de ma confession n'ont nullement l'intention de mettre en question le traité de Francfort. » Dupont des Loges, évêque de Metz, les abbés Philippi, Winterer,

1. LA BOETIE, *Discours sur la servitude volontaire*.

2. Les défections furent peu nombreuses : le comte de Dunckheim-Montmartin, ancien préfet de l'Empire ; le baron Zorn de Bulach, ancien chambellan de Napoléon III ; Fritz Hartmann, neveu d'un pair de la Monarchie de Juillet. (GALLI, *Gambetta et l'Alsace-Lorraine*, p. 40.) La *Ligue d'Alsace* dénonça ces défaillances intéressées.

Simonis, Guerber le désavouèrent. Le chiffre des voix protestataires s'accrut encore treize ans après, en 1887.

Berlin multiplia les lois d'exception, institua l'odieux régime des passeports, décréta l'état de siège, interdit les réunions politiques, baillonna la presse, serra la vis de la candidature officielle. Rien n'y fit. Des Allemands furent élus seulement dans les circonscriptions où les protestataires firent grève. On nomma des curés dans les campagnes; à Strasbourg, l'un des deux socialistes (Bebel) qui avaient voté contre l'annexion. Cette loyauté obstinée ne condamnait pas seulement le fait de la conquête, mais commençait, ainsi que Renan encore l'avait annoncé, à répandre contre la puissance d'assimilation de l'Allemagne une suspicion universelle. De l'autre côté « de la ligne bleue des Vosges », « la plainte des affligés »<sup>1</sup> monta, inlassablement, vers la France.

### III

Sûre de la fidélité des provinces séparées, non moins sûre qu'elle ne renoncerait jamais, la France se devait à elle-même, et c'était l'intérêt bien entendu de l'Alsace-Lorraine, « de ne pas s'hypnotiser devant la frontière des Vosges ». Cette formule, un peu rude, du général Lewal, l'un des meilleurs élèves de Bugeaud, des plus savants collaborateurs de Niel et des meilleurs soldats de l'armée de Metz, fut dénoncée, en son temps, par cette sorte de gens qui croient prouver leur patriotisme en l'étalant hors de propos. Elle n'en était pas moins exacte et forte. C'était le sentiment, d'ailleurs, et de façon très notoire, de quelques-uns des plus beaux chefs de la défense à outrance, un Chanzy et un Faidherbe, des plus réputés de leurs successeurs, un Saussier et un Négrier, un Jamont et un Gallifet, et de la jeune pléiade qui montait à l'horizon, les Joffre et les Gallieni, les Lyantey et les Gouraud, les Mangin, les d'Espérey, qui, tous, allaient gagner leurs grands éperons aux guerres coloniales.

Nécessairement, dans les premières années qui suivirent la paix de Versailles, Thiers, dominé par la pensée de refaire les forces intérieures et de hâter la libération du territoire, puis, les ministres du

1. Testament de Jules Ferry.

maréchal de Mac-Mahon furent condamnés à une politique d'extrême réserve (1871-1877). On l'appela, par la suite, « la politique de recueillement », d'une circulaire du duc Decazes : « La France se recueille et attend » (1873). Encore Decazes dut-il expliquer, d'un ton de résignation, qu'il s'agissait d'attendre que « le temps, qui peut seul permettre aux événements de l'histoire de porter leurs fruits, eût effacé l'amertume des jours funestes ». Précédemment, le duc de Broglie avait écrit à un ambassadeur : « Insistez sur ce point que, ne méditant aucun trouble en Europe, ne cherchant aucune revanche, ni matérielle en Alsace-Lorraine, ni morale en Italie, ne demandant qu'à nous refaire et à nous recueillir... »<sup>1</sup>. Il y avait là comme une promesse d'oubli, mais personne ne s'y trompa.

Thiers, pendant son consulat, puis le maréchal furent tout le temps attentifs à ne fournir aucune prise à Bismarck, qui s'irritait du rapide relèvement de la France et semblait chercher un prétexte pour consommer sa victoire de 1871. L'habileté de Thiers à renouer des relations d'amitié à Londres et à Pétersbourg, et aussi à Vienne, fit naître chez le chancelier l'inquiétude qui devint cette terreur des coalitions dont il fut hanté jusqu'à la fin de son règne. Les conservateurs anglais, par opposition à Gladstone, et aussi pour leur tradition d'une politique moins humble, dénonçaient comme une faute grave l'abstention de la Grande-Bretagne pendant la guerre, ce que les positivistes, à l'heure où il eût fallu agir, avaient été seuls à comprendre. A Pétersbourg, l'ambassadeur de Thiers, le général Le Flô devint l'ami personnel du tzar Alexandre, bien que républicain de vieille date, proscrit du 2 décembre, ministre de la guerre au 4 septembre; il fut très recherché par le parti anti-allemand de la Cour et au plus intime avec le chancelier Gortschakoff, jaloux de Bismarck qui le détestait. Beust, ancien ministre du roi de Saxe, avec qui Bismarck avait refusé de négocier après Sadowa, était alors premier ministre à Vienne où la haine de la Prusse était encore aussi vive que peut l'être un sentiment autrichien. Pour Thiers, recueillement ne voulait dire ni effacement, ni abstention. Il avait été, sous la Monarchie de Juillet, partisan déclaré de l'alliance anglaise, « si

1. Lettre à Chaudordy.

belle et si noble », et personne n'avait plus que lui blâmé l'absurde politique anti-autrichienne de Napoléon III.

L'empressement passionné de Thiers à libérer la France des dettes de l'ancienne guerre, suffisait à montrer qu'il ne songeait pas à en préparer une nouvelle. Il eut raison de la mauvaise humeur de Bismarck et commença à ramener les sympathies qu'avait fait perdre partout l'incohérence bruyante de Napoléon III.

Le reproche qui a été adressé à Decazes, d'avoir sollicité un peu humblement l'intervention de l'Angleterre et de la Russie lors de l'alerte de 1873<sup>1</sup> n'est pas équitable. Decazes, du premier jour, vit très bien que Bismarck ne voulait pas aller jusqu'à la guerre, mais qu'il se satisferait d'en avoir donné la peur. Decazes n'avait, une fois de plus, qu'à se « mettre en boule »<sup>2</sup>, jusqu'à ce que l'orage eût passé. Son mérite fut de saisir l'occasion de donner à comprendre à Berlin que quelque chose était changé depuis 1870 et que la France n'était plus seule, que l'Europe se réveillait. Bismarck comprit.

L'année d'avant, le chancelier avait dit : « Nous sommes toujours à la hauteur de la France, même d'une France forte. Le danger, c'est la coalition ; or la République n'arrivera jamais à former de coalitions contre nous<sup>3</sup>. » Vue exacte des choses, mais fausse prophétie.

Decazes eut un autre mérite. L'occupation de Rome n'avait pas été sans doute la cause déterminante, comme l'a voulu le Prince Napoléon<sup>4</sup>, mais certainement elle fut l'une des causes de refus du concours de l'Italie et de l'Autriche en 1870. Maintenant Rome était pour l'Italie « la capitale intangible » ; prétendre à la rendre au Pape, c'était provoquer l'Italie à la guerre. Cependant nombre d'évêques avaient organisé des pétitionnements et entretenaient une agitation bruyante en faveur du rétablissement du pouvoir temporel. « Sauver, au nom du Sacré-Cœur, Rome et la France », comme chantaient les

1. CHRISTIAN SCHEFFER, *D'une guerre à l'autre*, p. 35. « Vis-à-vis de l'Angleterre et de la Russie, la France s'était montrée assez humble. »

2. Selon l'expression de Bismarck lui-même.

3. Entretien de Bismarck avec le correspondant du *Times*, 19 décembre 1874.

4. Discours du 26 novembre 1876, à la Chambre des députés : « L'issue malheureuse de la guerre de 1870 vient de l'occupation de Rome ; le maintien du pouvoir temporel des papes nous a coûté l'Alsace-Lorraine. Il faut que le pays le sache. C'est une vérité diplomatique et historique. Si on avait abandonné le pouvoir temporel, on aurait eu une alliance immédiate (l'Italie), et une alliance éloignée qui ne se serait pas fait attendre longtemps (l'Autriche). La France, alors, entraînait en campagne avec 5 ou 600,000 hommes de plus. »

pèlerins. Même les catholiques italiens, les « papalins », les « noirs », répudièrent cette intervention de l'étranger.

Bismarck, nécessairement, s'appliqua à tirer avantage du mécontentement des Italiens pour lier parti avec eux, jetant de l'huile tant qu'il put sur le feu, et d'autant plus âpre que le monde et la presse catholiques poussaient, dans le même temps, jusqu'à l'extrême leur réprobation contre les brutalités de son *Kulturkampf*.

Bien que les cléricaux fussent les cadres des partis de monarchie qui avaient renversé Thiers et restaient coalisés contre la République, Decazes ne craignit pas de désavouer les menées ultramontaines; il déclara à la tribune qu'il entendait avoir des relations amicales avec l'Italie, « telle que les circonstances l'avaient faite »; le journal catholique qui avait publié les mandements des évêques fut suspendu.

Les républicains en bataille abusèrent de la menace de guerre qu'était la campagne des cléricaux en faveur du Pape; pourtant le danger d'une rupture avec l'Italie n'était pas un vulgaire argument électoral. Le correspondant du *Times* écrivit de Berlin : « La politique du duc de Broglie a déjà suffisamment humilié la France en obligeant le duc Decazes à donner à l'Italie des assurances atténuant la signification politique du Seize-Mai<sup>1</sup>. »

L'erreur de Decazes fut de rester avec un parti qui n'était plus le sien, mais il ne nuisit qu'à lui-même.

Entre temps, les tentatives pour restaurer la Monarchie avaient échoué; de gouvernement provisoire la République était devenue le régime constitutionnel, et le suffrage universel avait décidé, par deux fois, qu'il n'y laisserait pas toucher.

La seule fois qu'un ambassadeur de France soit allé saluer l'empereur allemand en Alsace-Lorraine, ce fut à la veille du Seize-Mai. Gontaut-Biron, par ordre du maréchal de Mac-Mahon, se rendit à Metz où Guillaume I<sup>er</sup>, à quelques pas du champ de bataille où sa garde avait été décimée, passait des revues. Flatté presque autant que surpris de la démarche, l'Empereur, le mois d'après, se déclara pour l'opération du Seize-Mai. Il le dit au général d'Abzac, intime ami du maréchal, et à quelqu'un que Gontaut ne nomme pas : « La lutte est

1. *Times*, du 3 septembre 1877.

aujourd'hui entre l'ultramontanisme et le radicalisme; je préfère de beaucoup l'ultramontanisme<sup>1</sup>. » Au contraire, Bismarck fut hostile au second, comme au premier « ordre moral ».

Gambetta dira plus tard : « On parle beaucoup trop de l'étranger et dans des sens trop divers pour la détermination des calculs de la politique qui doit le mieux servir les intérêts de la France<sup>2</sup>. »

#### IV

La politique de recueillement finit avec l'avènement des républicains au gouvernement de la République. Leur politique antérieure, sans cesser d'être aussi prudente que celle des conservateurs, s'affirma au Congrès de Berlin, puis se tourna vers les entreprises coloniales.

La Russie, en 1871, avait assuré à Bismarck la neutralité de l'Autriche; quand l'Empereur Alexandre entreprit, en 1878, sa croisade pour la libération des Bulgares, Bismarck s'employa, en retour, à empêcher l'Autriche d'intervenir dans les Balkans, mais ce ne fut pas sans arrière-pensées; il savait tirer sur le temps.

Michelet, en décembre 1870, avait écrit<sup>3</sup> : « Le Tzar admire l'Allemagne. Il veut une armée à l'allemande. Tout cela pour faire une promenade au Bosphore, aux embouchures du Danube. Là il trouvera un Prussien. »

En effet, arrivé devant Constantinople, il y trouva Bismarck, devenu tout à coup européen, pendant que la flotte britannique entraît dans les Dardanelles.

La réunion d'un Congrès à Berlin (1878) pour reviser les préliminaires de San-Stefano et régler le nouvel état de l'Orient, fut pro-

1. *Souvenirs*, t. II, p. 282, 328, 329; à d'Abzac : « Dites bien au maréchal que j'ai compris et approuvé le Seize-Mai. »

2. 15 juillet 1881. Sur le projet d'une entrevue entre Bismarck et Gambetta — projet imaginé en 1877 par Henckel de Donnersmark, accueilli quelque temps par Bismarck et par Gambetta, puis abandonné par Gambetta (24 avril 1878), d'ailleurs à la satisfaction de Bismarck, — je ne puis que renvoyer à mon étude. *Gambetta et Bismarck (Vie politique de Gambetta)*, p. 245 et suiv.) à l'*Histoire de la France contemporaine* d'Hanotaux, et au discours de Déroulède à Champigny, du 4 décembre 1916. Le projet même m'a paru toujours chimérique.... Sur l'utilité d'« une prise de contact avec l'ennemi », — à mon sens, elle aurait dû se produire dans de toutes autres conditions (voir § IV), Déroulède a dit sans ambages : « J'y voyais un motif d'espérer bien plus qu'une raison de craindre. »

3. *La France devant l'Europe*, p. 106.

posée par Bismarck, d'accord avec l'Autriche et avec l'Angleterre; la Russie ne put faire autrement que se résigner. Une invitation à y prendre part fut adressée à la France.

Le gouvernement (le premier ministère républicain<sup>1</sup> qui avait succédé au dernier ministère de l'Ordre moral) hésita d'abord à accepter, puis s'y décida, et fit bien. La France se tenant à l'écart de l'Europe, parce que l'Europe l'avait délaissée aux jours sombres, la protestation était tardive et, sous quelque prétexte ou périphrase qu'elle se fût voilée, eût paru grosse de menaces. Gambetta, séduit un instant par l'apparente fierté d'un refus, se ravisa, conseilla résolument d'aller à Berlin.

Il eût fallu avoir le courage de l'y envoyer lui-même, au plein de son génie et de sa popularité comme il était alors, informé aux meilleures sources de toutes les grandes affaires, très diplomate, par son côté italien, et très capable de marches profondes sous son exubérance, le plus souvent calculée, d'un conducteur de foules : il aurait étonné, puis séduit, face à face avec celui qu'il appelait « le monstre » et dans des conditions bien différentes que celles auxquelles l'un et l'autre avaient un instant pensé<sup>2</sup>; il lui eût parlé d'égal à égal, de beaucoup trop fin pour le heurter et, bien au contraire, sans se défendre davantage que Bismarck lui-même de cette sorte d'admiration irrésistible que la force a pour la force. Il était alors l'homme le plus représentatif de la France et bien propre à arracher au chancelier de fer la même exclamation qu'au jeune secrétaire d'ambassade qu'était alors Bulow : « Puisse notre nation, si une catastrophe pareille à celle qui frappa l'Empire français frappe un jour le peuple allemand, trouver des hommes qui luttent jusqu'au bout avec un tel patriotisme inébranlable<sup>3</sup>! »

On peut croire que la France eût suivi la même politique au Congrès; l'allure en aurait été autre. Le souvenir de la défaite, toujours présent, le spectacle redoutable de la puissance allemande, la rancoeur contre les servilités qui s'inclinaient devant elle, entretenaient pendant longtemps dans une partie de l'opinion, une sorte de timidité et d'effroi devant l'action, « état d'esprit de vaincus » qui

1. Dufaure, Waddington, Léon Say, Freycinet.

2. Voir § IV.

3. Discours au Reichstag de novembre 1906.

fut à l'origine de pas mal de fautes. La désignation hardie de Gambetta pour parler à l'Europe au nom de la France, sa présence évocatrice de la Défense nationale, eussent fort contribué à dissiper cette brume des cœurs.

Malgré que le ministre des Affaires étrangères, Waddington, le plus honnête du monde, calme et froid, fit une figure effacée à côté de Disraëli, d'Andrassy et de Gortschakoff, il se tira avec honneur de sa mission, plaida et gagna la cause de la Grèce, qui n'était pas entrée dans la bataille balkanique et qui fut agrandie de quelques districts en Épire et en Thessalie.

Il avait déclaré, en partant pour Berlin, qu'il en reviendrait « les mains nettes ». Quand la Russie créait la Bulgarie, qu'elle espérait dominer, et se faisait rendre la Bessarabie par les Roumains, gratifiés de la maigre Dobroudja, et quand l'Angleterre occupait militairement Chypre et l'Autriche la Bosnie-Herzégovine, le désintéressement tournait à la duperie. Ou la France aura sa part dans le règlement des questions de la Méditerranée ou elle n'a plus qu'à sortir du Congrès.

Waddington s'en ouvrit avec Salisbury. Le plénipotentiaire anglais comprit. Il semble bien qu'il fut le premier à prononcer le mot de Tunis : « Vous ne pouvez pas laisser Carthage aux mains des barbares!<sup>1</sup> » Il expliqua, en tous cas, « dans le langage le plus amical et le plus explicite à la fois », que « l'Angleterre était décidée à ne susciter de ce côté aucun obstacle à la France » et que « le gouvernement de la Reine acceptait d'avance toutes les conséquences que pouvait impliquer, par la destination ultérieure du territoire tunisien, le développement national de la politique française<sup>2</sup> ». Disraëli confirma, et il ne le fit point sans s'être mis d'accord avec Bismarck. Le chancelier, pour garder sa paix en Europe, eût donné, en outre, la Syrie<sup>3</sup> et le Maroc<sup>4</sup>. Comme disait Lamartine de Metternich : « Il était sincère, car il était intéressé. »

1. Souvenirs inédits du baron de COURCEL, dans HANOTAUX, *Histoire de la Troisième République*, t. IV, p. 386.

2. De Waddington, ministre des Affaires étrangères, au marquis d'Harcourt, ambassadeur à Londres, 26 juillet 1878.

3. Bismarck raconta à Blowitz, correspondant du *Times*, qu'à sa première entrevue avec Disraëli, il lui avait dit : « Vous devriez laisser la Russie à Constantinople, prendre vous-même l'Égypte; la France recevrait Tunis ou la Syrie comme compensation. (*Times* du 4 avril 1881.)

4. Hohentlohe relate ces propos de Bismarck : « Nous ne pourrions que nous

L'un et l'autre avaient leurs arrières-pensées, l'anglais de s'assurer plus de liberté en Égypte, l'allemand d'irriter davantage les Italiens, qui tenaient le territoire de l'ancienne Carthage pour partie de leur héritage romain. Bismarck se préoccupait, en outre, de dériver vers les entreprises coloniales dont il n'avait aucun souci la France qui, certainement, ne continuerait pas longtemps à vivre sur elle-même, diminuée en Europe et, dans le reste du monde, spectatrice résignée des agrandissements des autres.

## V

Le gouvernement attendit près de deux ans avant de s'engager, hors d'Europe, dans la voie des entreprises lointaines. Alors que Berlin ni Londres ne doutaient déjà plus que la République aurait une politique extérieure, la question se posa à Paris pendant quelque temps encore. Les monarchistes l'en croyaient incapable, ou, tout au moins, affectaient de le croire; et telle avait été également l'opinion de quelques-uns des plus libres esprits de l'époque. Bien que toute leur philosophie les séparât des royalistes professionnels, Taine et Renan s'étaient déclarés pour le rétablissement de la Monarchie à cause de leur méfiance de la démocratie, surtout si elle se constituait en République. Elle n'aurait ni armée ni diplomatie. « La masse est lourde, grossière, dominée par la vue la plus superficielle de l'intérêt »; « le goût des grandes choses » lui fait défaut; parlez-lui « des nobles soucis de la France d'autrefois », elle « ne comprendra pas un tel langage ». Donc, point de politique extérieure qui exige de longs desseins. Et point d'armée, parce que « la démocratie est le plus fort dissolvant de l'organisation militaire; l'organisation militaire est fondée sur la discipline : la démocratie est la négation de la discipline<sup>1</sup> ».

Il eût été vain d'objecter à Renan que la plus grande politique extérieure, depuis celle de Richelieu, avait été celle de la Convention; qu'elle dressa l'armée avec laquelle Napoléon conquiert l'Europe et que la politique de la République de 48 avait préservé la France des

réjouir si la France s'adjudgeait le Maroc. Elle aurait beaucoup à faire de ce côté et nous lui concéderions cette extension de son territoire en Afrique comme compensation de l'Alsace-Lorraine » (22 février 1880).

1. Renan, *Réforme intellectuelle et morale*, p. 48, 54, etc.

désastres où la conduisit le Second Empire. Il avait répondu d'avance que le pays n'était plus le même, que « le suffrage universel l'avait enfoncé de plus en plus dans la vulgarité », que la politique qui lui convenait le mieux, c'était « le programme de Napoléon III, moins la guerre », et qu'ainsi la démocratie « amènerait la France au degré d'abaissement où arrive toute société qui renonce aux hautes visées, à la mort lente de ceux qui s'abandonnent au courant de la destinée, sans jamais la contrarier<sup>1</sup> ».

Un tel pronostic, tombant de si haut, ne pouvait être démenti que par les faits, comme le mouvement ne se prouve que par la marche. Le pays ne confia sa destinée ni à un descendant de l'antique famille qui avait fait la France ni à la compagnie de savants dont rêvaient les philosophes; il se gouverna lui-même et, sans doute, commit des fautes, parce que l'action ne se conçoit point sans des erreurs répétées; puis, contre les prévisions, ce que la troisième République a sans doute eu de meilleur, ce furent son armée et sa diplomatie.

Tout de suite, sur la question de l'armée, les partis furent unanimes et le restèrent. Le monde entier sait aujourd'hui quelle armée la République a faite à la France<sup>2</sup>. Les antimilitaristes ne furent jamais qu'une poignée; quelques civils firent en vain appel à d'imaginaires prétoriens; les états-majors ne furent atteints qu'incidemment par la politique. Et il n'y a pas eu de discipline plus constamment forte que, sous la troisième République, comme sous la première République, la discipline consentie.

Si, par contre, l'opinion et les assemblées se divisèrent sur la politique extérieure, ce fut principalement sur les entreprises coloniales, qui réunirent les partis extrêmes, monarchistes et radicaux avancés, dans une opposition systématique et violente. Cependant l'hostilité de ces partis ne fut à aucun moment assez forte pour arrêter les gouvernements dans la voie où ils s'étaient engagés, reprenant à l'heure qu'il fallait, la politique de Colbert; il ne fallut pas beaucoup plus de dix ans (1880-1892) pour convaincre la très grande majorité du pays que, depuis ses défaites plus encore qu'au

1. *Ibid.*, p. 19.

2. Joffre, après la Marne : « La France peut être fière de l'armée que lui a faite la République. »

temps qui les avait précédées<sup>1</sup>, la France ne pouvait maintenir son nom, sa langue et sa légitime considération qu'à la condition de prendre sa part du globe et de la mettre en valeur. Là où l'appelaient ses intérêts anciens ou nouveaux, elle pouvait aller sans témérité. Ni l'émulation ni, même, les rivalités qui résulteraient de ces entreprises à l'heure où les autres grandes nations cherchaient, elles aussi, au dehors des débouchés pour leurs industries, ne compromettraient la paix si toutes avaient la même volonté de la garder.

L'honneur de cette démonstration revient à la fraction du parti républicain qui suivait alors Gambetta et Ferry.

Thiers, sans être colonial, n'arrêtait point son horizon à l'Europe; il s'était vivement prononcé, dans les Chambres de la Monarchie de Juillet, pour la conquête de l'Algérie; à l'époque de sa présidence, Francis Garnier commença l'exploitation du Delta tonkinois.

Au contraire, le Gouvernement de l'Ordre moral prit à la lettre sa formule du « recueillement »; il n'établit en Annam qu'un décor de protectorat, quitta le Tonkin, donna l'ordre de partir du Gabon. Il laissa acheter par l'Angleterre les actions khédiviales du canal de Suez qui lui avaient été d'abord offertes. Au lendemain du Congrès de Berlin, le maréchal de Mac-Mahon se détourna de la Tunisie comme d'un présent des Danaens.

Grévy aurait volontiers suivi les mêmes errements. De cette génération de 1848, qui, après le 2 décembre, avait redouté de ne pas revoir la République, il lui suffisait qu'elle eût été restaurée. Il eût fait sans peine du *nil movere* le dernier mot de la sagesse.

Gambetta et Ferry étaient d'une autre trempe : la République n'était pas une tente pour le sommeil; la France ne finissait pas à Marseille; son relèvement, avec sa grandeur morale pour bouclier, devait se démontrer par des actes. Comme Ferry hésitait encore à s'engager en Tunisie — où l'Italie, un peu plus, nous aurait devancés, — Gambetta le poussa<sup>2</sup>. Une fois en marche, Ferry se donna tout entier. Quand l'expédition, en moins d'un mois, eut remis entre des mains françaises la clef orientale de notre maison africaine, Gambetta lui écrivit : « Il faut bien que les esprits chagrins

1. Voir PRÉVOST-PARADOL, *La France Nouvelle*.

2. Souvenirs inédits du baron de COURCEL, dans HANOÏAUX, t. IV, p. 651.

en prennent leur parti, un peu partout, même *au dedans* : « La France reprend son rang de grande puissance. »

Qu'il s'agit de la Tunisie et du Tonkin, auxquels le nom de Ferry est resté attaché, ou de l'Égypte, comment cet accroissement de force et de prestige a-t-il échappé, si longtemps, aux partis de monarchie et à ceux d'Extrême-Gauche? Il semble bien que les partis avancés aient surtout redouté des complications extérieures et que les royalistes en étaient restés à la vieille diplomatie où, pour les faibles ou les indignes successeurs de Richelieu et de Colbert, les pays exotiques ne ressortissaient pas à « la grande politique »; la leçon du Duplex et celle de Montcalm ne leur avaient point servi. Les uns comme les autres transportaient dans les choses du dehors leurs passions pour les choses du dedans.

Par la suite, quelques-uns ont allégué que leur grief profond contre la politique coloniale, c'était que ses auteurs eussent dû concentrer tout l'effort français contre l'Allemagne, manifestement favorable à leurs entreprises lointaines. Or, c'étaient les mêmes hommes qui, des deux partis extrêmes à la fois, lorsque Gambetta fit son fameux appel « à la justice immanente » et « aux grandes réparations qui peuvent sortir du droit<sup>1</sup> », lancèrent la parole empoisonnée : « Gambetta, c'est la guerre<sup>2</sup>. »

En vain, lors de l'affaire d'Égypte, Gambetta dénonça la manie soupçonneuse de « mettre Bismarck dans toutes les combinaisons et dans toutes les affaires »; « le piège consiste à présenter à la France comme le résultat d'un encouragement et comme une exhortation de la politique allemande ce qui est la défense traditionnelle de ses plus grands intérêts<sup>3</sup>. » La Chambre — ou, plus exactement, la coalition persistante des radicaux et des monarchistes — ne se laissa point persuader « à la coopération dans la Méditerranée et en Égypte » avec l'Angleterre et, ainsi, « lui livra, et pour toujours, des territoires, des fleuves et des passages où notre droit de vivre et de travailler était égal au sien ». Précédemment, on avait appelé Ferry « le Tunisien »; un peu plus tard, on l'appela « le Tonkinois », et tout autrement que Scipion avait été

1. Discours de Cherbourg, 10 août 1880.

2. Brochure tirée à 100,000 exemplaires.

3. Discours du 15 juillet 1881.

surnommé « l'Africain », et Claudius « le Germanique ». Gloire à Rome, opprobre ici. Pour le Tonkin, Ferry fut renversé sous les huées, sa mise en accusation fut réclamée par Clemenceau, il connut les bas-fonds de l'impopularité<sup>1</sup>. Heures douloureuses qu'il faut pourtant rappeler, parce que c'est dans ces heures-là que se tirent les lettres de crédit sur l'histoire.

Mais ces crises elles-mêmes furent salutaires, pour tout le dramatique combat intime qu'elles révélaient, et pour les sursauts d'énergie et de vaillance qui succédaient aux désarrois humiliants; le drapeau, tout de même, là où il avait été planté, y resta, fût-ce par deux voix de majorité comme pour le Tonkin. Bientôt, — après la rapide mise en valeur de la Tunisie et de l'Indo-Chine orientale —, la politique coloniale ne rencontra plus d'opposition que du côté des socialistes. La nation s'était crue faible; de nouveau, elle se sentit forte. La crainte, fille de la défaite, disparut, fit place au juste orgueil de l'œuvre accomplie. La conquête, partout, fut humaine, civilisatrice; organisation en marche, elle éveillait l'indigène à la vie européenne. L'Afrique, plus encore que l'Asie, offrit à l'esprit d'aventures de la race des possibilités presque indéfinies de conquête. La conférence de Berlin, réunie sur l'initiative de Bismarck, avait ouvert les grands fleuves, Niger et Congo, à la libre navigation et délimité, entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France, de vastes sphères d'influence, quelque chose comme un équilibre africain. Le Soudan, les territoires du golfe de Guinée, les oasis du Touat, la Mauritanie, la région du Tchad et celle du Chari, le bassin du Congo, l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française s'annoncèrent comme les Indes noires du XX<sup>e</sup> siècle.

JOSEPH REINACH.

(A suivre.)

1. Aux obsèques de Carnot (le père du président de la République), Ferry suivait dans ma voiture. Nous fûmes assaillis par une bande hurlante; il fallut l'intervention de la police. Quelques jours après, un demi-fou tira sur lui à bêtout portant; sa blessure ne fut pas étrangère aux troubles cardiaques dont il mourut.

# LA DIPLOMATIE

## DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

(1871-1914)

(suite <sup>1</sup>)

---

### VI

Gambetta, dans une même phrase de son dernier discours, avait pénétré la pensée de Bismarck, laissant toute liberté à la France pour ses entreprises lointaines, et il avait annoncé le pangermanisme qui en deviendrait jaloux et s'en irriterait : « L'histoire est là pour en déposer, avait-il dit : toutes les fois qu'une nation militaire a conquis une certaine hégémonie dans le monde, elle se mêle volontiers de beaucoup de choses; mais c'est justement un hommage à rendre à ce politique aussi ferme et aussi maître de lui-même qu'audacieux à de certaines heures, qu'il ne s'occupe que des choses qui se rapportent directement à l'intérêt allemand. »

On peut, en effet, diviser l'histoire qui va de l'une à l'autre des deux guerres allemandes en deux époques : l'ère où domine l'esprit de Bismarck pour qui aucun pays ni d'Orient ni d'Afrique, ne vaut les ossements d'un grenadier poméranien et qui regarde avec complaisance nos entreprises coloniales, parce que la France, sans doute, n'oublie pas en Tunisie et au Tonkin l'Alsace et la Lorraine, mais que, tout de même, pour tant d'horizons nouveaux qui s'ouvrent devant elle et tant de difficultés qu'elle y rencontre, elle se détourne des choses d'Europe; et les temps de l'Empereur Guillaume II qui lance l'Allemagne à la mer, lui montre l'Orient et se met à la recherche de colonies en Asie et en Afrique.

Ces ambitions se rapportent-elles directement à l'intérêt allemand? Bismarck s'est-il trompé? Quoi qu'il en soit, la politique mondiale va susciter à l'Allemagne de nouveaux antagonismes, et,

1. Voir le numéro de janvier-mars 1921.

plus encore que cette politique en soi, la façon dont elle sera conduite. La France, l'Angleterre et la Russie auront beau être aussi discrètes en Europe pendant cette seconde période que pendant la première : les matières combustibles ne s'en accumuleront pas moins dans toutes les parties du globe et, surtout, autour du bassin méditerranéen. La politique coloniale, après avoir donné à l'Europe de longues années de paix, va devenir ainsi l'une des causes profondes de la grande guerre.

Autre chose encore. Pendant le temps où la France avait comme quitté l'Europe, l'Allemagne n'y avait pas été inactive. D'abord, pendant l'ère bismarckienne, l'alliance des Empires centraux était devenue, par l'adjonction de l'Italie, la Triple Alliance (1882). De la mer du Nord au golfe de Bénévènt, l'Europe était coupée en deux par le faisceau d'États le plus puissant qu'on ait jamais connu et qui se complaisait à faire sentir lourdement sa force. Alors même qu'on la réduisait à sa plus exacte mesure, l'affaire Schnæbelé, aux derniers temps du chancelier <sup>1</sup>, avait été un avertissement; et, plus encore, le Septennat militaire, dont l'incident de frontière ne fut peut-être que le prétexte. Puis, dès l'avènement de Guillaume II, la dénonciation de ce qui restait de l'ancienne confraternité entre la Russie et la Prusse, avait été l'annonce de grands desseins germaniques, avec l'Autriche pour avant-garde, dans la vallée du Danube, la péninsule balkanique et la Méditerranée orientale. L'Italie de Crispi comptait bien y avoir sa part; si l'ambitieux silicien avait fait alliance avec Vienne, renoncé aux *terre irredente*, c'était pour se faire payer ailleurs.

Et nul contre-poids. Russie, Angleterre et France étaient isolées. Bien plus, la question d'Égypte toujours en suspens, la volonté du gouvernement britannique de s'établir dans la vallée du Nil où il s'était engagé à ne demeurer que le temps nécessaire pour y rétablir l'ordre, et des frottements dans l'Afrique occidentale avaient créé entre l'Angleterre et la France une mauvaise tension. Pour les Russes, l'inquiétude dominante, c'était que l'empereur allemand, délié d'avec eux, poussât l'Autriche dans les Balkans et, sur un prétexte toujours facile à trouver en Orient, à l'heure où ils étaient sans alliance, provoquât la lutte, tant de fois annoncée, entre les Germains et les Slaves.

1. 21 avril 1887.

La diplomatie française comprit que le moment était venu pour elle de rentrer en Europe. L'Angleterre pouvait se satisfaire de son « splendide isolement ». Il n'en était pas de même de la France ni de la Russie, toutes deux puissances continentales et voisines de l'Allemagne.

## VII

De la première alliance franco-russe, à Erfurt, un témoin avait dit : « On a signé en fermant les yeux, pour ne pas voir dans l'avenir <sup>1</sup>. » Ce fut, bien au contraire, avec les yeux grands ouverts sur l'avenir que France et Russie signèrent la nouvelle alliance.

Il y avait eu quelques raisons solides à la crainte, trop ouvertement exprimée, que la République n'aurait pas de politique étrangère; l'inquiétude ne procédait pas chez tous d'une méfiance instinctive de la démocratie ou de la connaissance de ses faiblesses congénitales. Le régime, en s'installant, trouvait la France non seulement sans alliance, mais entourée de pays qui ne s'étaient point affligés de sa défaite et qui s'empressaient autour de l'Allemagne. Le second Empire ne lui avait légué qu'un petit nombre de diplomates de valeur; Thiers, dans cette pénurie, fut contraint de s'adresser à de grands seigneurs royalistes à qui leur naissance permit de faire figure; plusieurs se distinguèrent par d'autres mérites, mais le nom de la République leur brûlait les lèvres et il ne s'en trouva qu'un seul <sup>2</sup> pour se rallier aux institutions nouvelles. Il fallut improviser un personnel avec des hommes venus de la politique, de l'administration et de l'armée. Le gouvernement fit quelques grands choix <sup>3</sup>; d'autres choix furent moins heureux. Tout le reste de l'Europe, sauf la Suisse, étant constitué en Monarchie, les représentants loyaux de la République se heurtèrent souvent à toutes sortes de préjugés et de préventions. Les assemblées parlementaires voulant être toujours informées, il fallut travailler presque tout le temps à découvert; une politique condamnée à se publier sur les toits, c'était une garantie, mais, aussi, une difficulté de plus.

1. Sorel, t. VII, p. 349.

2. Le marquis de Noailles.

3. Challemel-Lacour, Paul et Jules Cambon, Barrère.

Avec tant d'obstacles devant elle, à surmonter ou à tourner, la diplomatie républicaine n'en a pas moins été la plus constamment clairvoyante et la plus forte qui se fût rencontrée depuis les deux grands cardinaux d'État. Elle venait de donner à la France un empire colonial aussi riche et plus vaste que celui qu'avait perdu Louis XV. Elle allait faire l'alliance russe et l'entente anglaise.

On a dit souvent que Freycinet trouva l'alliance russe « dans l'air ». Cela n'est qu'à peu près exact. L'alliance n'avait été guère encore préconisée que par des patriotes impatients et irréfléchis qui en attendaient ce qu'elle ne pouvait pas donner, et par des financiers. L'un des principaux mérites de Freycinet fut d'avoir compris du premier jour que l'alliance serait exclusivement défensive ou qu'elle ne serait pas ; on ne pouvait se proposer à Paris comme à Pétersbourg un autre résultat que « rompre l'isolement qui, plus d'une fois, avait enlevé à la diplomatie la liberté d'esprit dont a besoin le gouvernement d'un grand pays ». « Si nous avons, dit-il, proposé d'ouvrir des horizons à la justice immanente, la Russie ne serait pas entrée dans cette voie. Alexandre III était un souverain éminemment pacifique. Il l'avait prouvé lors de son conflit avec l'Angleterre en Afghanistan ; il n'aurait pas démenti son passé <sup>1</sup>. » Il fallut à Ribot un an pour établir la convention militaire dont le principe, comme « un complément logique », avait été seulement accepté dans le premier protocole de 1891.

Les républicains, au temps de la monarchie de Juillet et du second Empire, eussent violemment déclamé contre l'alliance russe si la pensée en avait pu venir à Louis-Philippe ou si Napoléon III n'en avait pas eu seulement des velléités. Pas un républicain d'alors qui n'eut au cœur la haine des Cosaques, qui ne poursuivit d'anathèmes le Moloch du Nord. « Combien l'Asie est plus douce dans ses races naturelles que cette Asie bâtardee de bureaucratie allemande où deux tyrannies se combinent et d'Orient et d'Europe ! » Ainsi s'écriait Michelet lui-même qui, pourtant, distinguait entre « ce monstre, le Tzarisme », et « ce bon et infortuné peuple russe », avec ses grands martyrs, ses écrivains intrépides, son admirable Herzen, et qui, d'un œil sûr, avait reconnu que, hors du monde

1. Freycinet, *Souvenirs*, p. 468. — Freycinet était, en 1891, président du Conseil et ministre de la Guerre ; il avait appelé Ribot aux Affaires étrangères.

corrompu de la cour et des hauts fonctionnaires, « ce que le peuple russe hait le plus, c'est l'Allemand <sup>1</sup> ».

Mais l'éducation politique du pays avait fait, sous le coup de la défaite et dans une atmosphère de liberté, de tels progrès qu'à l'exception des socialistes, enlisés dans la routine de leur dogme, les républicains n'eurent pas une hésitation; ils dégagèrent tout de suite l'importance et le sens de l'alliance. La grande politique de la Sérénissime seigneurie des Lagunes, alliée des Infidèles : *Veneziani, poi Cristiani*; la non moins grande politique d'un roi François I<sup>er</sup> ou d'un cardinal de Richelieu, alliés, eux aussi, des Turcs et des luthériens d'Allemagne, furent reprises, cette fois, sans résistance. L'alliance de la plus formidable des autocraties et de la démocratie républicaine, fille de la Révolution, ne laissait pas que d'être singulière; aussi bien ce qui fut le plus inattendu, ce fut, aux fêtes de Cronstadt, le tsar, avec tout son état-major de seigneurs et de généraux, écoutant, debout et tête nue, *la Marseillaise*, jouée par ses propres musiques : *Contre nous de la tyrannie...*; mais le poids de l'Empire russe dans le même plateau que celui de la République française, *Duplices* contre *Triplices*, c'était, de nouveau, la balance des forces qui se rétablissait. La paix de l'Europe en sera aussitôt consolidée. Si l'on en vient tout de même à la guerre, c'est l'armée allemande prise dans l'étau, menacée sur ses deux frontières, à l'est et à l'ouest; elle ne se ruera plus tout entière contre la France.

La raison profonde de l'Alliance ne fut méconnue que par une minorité comme renouvelée de l'ancien parti du *Catholicon* d'Espagne, incapable, elle aussi, de voir la politique autrement qu'au travers de ses doctrines propres, sociales ou religieuses; mais l'opposition fut de beaucoup moins nombreuse et n'eut accès à aucun moment « dans les quatre pieds carrés » du Cabinet.

Qu'à ce sain réalisme politique se soit mêlé un gros grain de sentiment, on le contesterait à tort. Abandonnée, à l'heure de ses cruelles épreuves, seule en Europe depuis tant d'années, lasse et inquiète de son isolement, la France fut heureuse de rencontrer enfin une amitié qui osât s'affirmer. Elle se crut d'ailleurs aimée beaucoup plus qu'elle ne l'était, la Russie impériale ne s'étant décidée à une alliance qui n'était pas « de son monde » que pour des

1. *La France devant l'Europe*, p. 101 et 106.

raisons politiques et financières. On savait, mais pour s'en taire, que l'alliance, étant « strictement défensive », impliquait le maintien du *statu quo* européen, donc les traités de Versailles et de Francfort, paraphés désormais par la Russie.

Les termes dont se servit Freycinet pour annoncer l'alliance en marquèrent le caractère, en même temps que le surcroît de sécurité qui en venait à la France. Au banquet de Vandœuvres, qui suivit les manœuvres en 1891, il trouva exactement les mots, fiers et simples, qu'il fallait : « Personne ne doute aujourd'hui, dit-il, que nous soyons forts; nous prouverons que nous sommes sages. Nous saurons garder, dans une situation nouvelle, le calme, la dignité, la mesure, qui, aux mauvais jours, ont préparé notre relèvement. »

Ces deux mots : « situation nouvelle », sans autre commentaire, bientôt répétés par Ribot, ministre des Affaires étrangères, eurent un immense retentissement; ils volèrent de bouche en bouche.

Comme le texte du traité était destiné à rester secret, ainsi que celui de la Triple Alliance, l'Allemagne, d'abord, s'inquiéta. Son ambassadeur à Paris (Munster) dit à Freycinet : « Maintenant que vous êtes deux, vous aurez bien de la peine à rester tranquilles. Chez vous, on aime la guerre et vous entraînerez la Russie. » Le ministre donna à l'ambassadeur des assurances que celui-ci, selon Freycinet, « sentit sincères » : « Plus nous serons forts et moins nous serons ombrageux. Notre entente avec la Russie est un gage de paix ».

Les déclarations des diplomaties n'ont pas été toujours véridiques. Celles-ci l'étaient et l'événement les a confirmées.

## VIII

Dans les années qui suivirent, on vit bien que l'alliance n'avait pas d'autre objet que la paix de l'Europe. A vrai dire, elle dépassa d'abord le but. L'alliance donna à la Russie une confiance à ce point exagérée dans la paix du continent qu'elle engagea en Extrême-Orient une déplorable entreprise, et à la France un tel sentiment de sécurité qu'elle cessa de poursuivre avec l'activité qu'il eût fallu sa préparation à la guerre, et, bien loin que l'esprit belliqueux se ranimât, ce fut l'esprit militaire qui faiblit.

Du moment que l'accord n'avait pas été conciu en vue de l'Alsace-

Lorraine, ce fut bientôt l'opinion générale qu'il fallait tirer de la sécurité accrue tout l'avantage qu'elle comportait pour les œuvres de paix. Les provinces perdues restèrent dans la pensée française, mais s'obscurcirent un peu. Au lendemain des fêtes de Cronstadt, cela fut constaté par la presse autrichienne : « Autant la France, dans son légitime orgueil de grande nation, pouvait être tentée de se révolter contre une paix de coercition, autant elle souscrit avec une libre et joyeuse spontanéité, maintenant qu'elle n'est pas seule, au maintien de la stabilité générale <sup>1</sup>. » La durée du service militaire venait à peine d'être réduite de cinq à trois ans; on commença à en réclamer la réduction de deux ans, bien que le chiffre de la population demeurât à peu près stationnaire. Bien avant la conclusion de l'alliance, les capitaux français avaient commencé à prendre le chemin de la Russie, où ne manquaient ni la main-d'œuvre ni les richesses du sol et du sous-sol, mais où l'argent était rare. Les financiers de Paris furent des premiers à conseiller l'alliance. Dès qu'elle fut conclue, le mouvement des capitaux s'accéléra et les emprunts russes se multiplièrent; vers 1906, la France était devenue ainsi créancière de la Russie pour environ 12 milliards. Il n'est pas dans les habitudes de la finance et des rentiers de donner de l'argent pour la guerre. Le caractère pacifique de l'alliance, proclamé jusqu'à l'excès dans les voyages du Tsar en France et dans ceux du Président de la République en Russie, se prouvait par les emprunts. L'Empereur allemand fut vite renseigné, par la Russie elle-même, sur l'objet et le but de l'alliance; ce n'était point une arme de guerre avec sa pointe dirigée contre l'Allemagne ou contre l'Autriche; c'était bien un bouclier.

Dans le même temps, des crises répétées de la politique intérieure détournèrent les esprits des choses du dehors; bien plus, elles ne tardèrent pas à donner à la volonté pacifique du pays des expressions déplaisantes, et pire encore, à laisser affaiblir, au su de l'Allemagne, l'institution militaire <sup>2</sup>.

De l'affaire Dreyfus, Tolstoï avait dit : « Il est bon qu'un cas de

1. *Le Nord*, cité par Ernest Daudet, *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe*, p. 316.

2. Rapports (inédits) de M. de Miquel, secrétaire à l'ambassade d'Allemagne, sur la situation militaire de la France, il y a été fait dans la presse de fréquentes allusions.

conscience se pose devant la France <sup>1</sup>. » Et, sans doute, c'était beau qu'un batelier bessarabe, moitié homme, moitié buffle, dit à un voyageur français : « Tu viens de ce pays où l'on veut la justice. » Mais, d'une part, les adversaires de la Révision, acharnés à évoquer « l'honneur de l'armée » pour couvrir les crimes et les fautes de quelques officiers, en arrivèrent à répandre que découvrir les pièces secrètes qui avaient déterminé une condamnation illégale, ce serait déchaîner la guerre avec l'Allemagne; ils firent ainsi du maintien de la paix un humiliant argument contre le droit; d'autre part, nombre de revisionnistes, surtout les socialistes, étendirent à l'armée elle-même leurs accusations contre le militarisme et, dans la révolte contre les abus de la force, prêchèrent un pacifisme déprimant. Puis à cette sorte de guerre civile succéda une sorte de guerre religieuse. Après avoir longtemps fait cause commune avec les partis de monarchie et d'Église et avec les antisémites, le plus grand nombre des radicaux fit « bloc » avec les socialistes. Waldeck-Rousseau eût voulu frapper seulement ceux des ordres religieux qui avaient contribué à faire d'un conflit judiciaire une bataille contre la République et le parti de la Révolution, c'est-à-dire ceux qu'il appelait « les moines ligueurs » et « les moines d'affaires ». De sa loi de 1901 sur les associations, un évêque a écrit, mais vingt ans trop tard, que « c'est la plus libérale de nos lois <sup>2</sup> ». Mais, quand il la présenta, tous les conservateurs la repoussèrent; la lutte s'irrita; toutes les congrégations furent emportées: et, si la loi sur la séparation des Églises et de l'État ne fut pas moins libérale que le projet de loi sur les associations, les passions aux prises ne furent guère moins violentes autour du Concordat qu'autour des couvents.

Au moins, pendant ces années, sans doute avec les erreurs et les fautes qui ont marqué toutes ses luttes contre elle-même, la France a-t-elle poursuivi la grande marche de son histoire vers plus de justice et vers plus de liberté; et l'on peut dire de l'affaire Dreyfus à ses détracteurs ce que disait le duc d'Aumale d'autres commotions civiles : « Un si grand pays! un pays qui a fait 89! qui a fait 1830!... qui a fait 1848!... » Au contraire la Russie, dans le même temps,

1. André Beaunier, *Notes sur la Russie*, p. 84.

2. *L'Église de France et les Associations* dans *la Revue des Deux Mondes*, du 1<sup>er</sup> octobre 1920.

commençait à s'abîmer et s'engagea sur la pente fatale. Le Tzar se laissa pousser par une poignée d'aventuriers, qui s'étaient assurés de hautes complicités, et par l'Empereur allemand à la guerre contre le Japon<sup>1</sup>; il n'y subit, sur terre et sur mer, que des défaites; et ces défaites l'atteignirent profondément dans son prestige, ébranlèrent l'Empire, ruinèrent pour longtemps l'armée, soulevèrent les premières vagues de la Révolution ouvrière et paysanne où, treize ans après, tout croula.

Ainsi, alors que la France était revenue en Europe pour conclure l'Alliance, la Russie, l'Alliance à peine conclue, avait dévié vers l'Asie; et, comme cette déviation russe se produisait pendant que la France s'absorbait dans ses querelles politiques et religieuses, l'Alliance perdit d'année en année quelque chose de sa vertu. L'instrument restait excellent, ainsi que cela apparaîtra aux heures tragiques de 1914, où sans l'alliance russe, la victoire qui décida du sort de la guerre sur la Marne eût peut-être été impossible. Mais des mains malhabiles avaient commencé par le fausser. Que l'Alliance ait consolidé alors la paix de l'Europe, les Allemands eux-mêmes en sont convenus; le chancelier allemand n'hésitait pas à dire que la *Triple* et la *Duplice* étaient « les piliers de l'ordre européen<sup>1</sup> ». Cependant cette paix du xix<sup>e</sup> siècle finissant et du xx<sup>e</sup> siècle à ses débuts ne fut pas ce qu'elle aurait dû être. La Russie et la France s'étant alliées pour le maintien des traités existants, il était déjà grave, même pour d'autres que des métaphysiciens, qu'à une paix subie succédât désormais une paix voulue<sup>2</sup>. Ce qui le fut bien davantage, c'est que du surcroît de crédit qui résulta de l'Alliance, la France fit surtout usage pour cesser de se fortifier et la Russie pour s'affaiblir.

Quand le théâtre naturel de l'Alliance, cultivée avec méthode et selon son esprit, était l'Europe, la France se paralysa à l'intérieur et la Russie au dehors. Assurément la Russie aurait été malvenue d'avertir la France que ses batailles civiles compromettaient une politique qui ne jouait plus que dans les emprunts et dans les fêtes, alliance d'apparat et mariage d'argent. Par contre, des politiques plus fermes et plus fiers n'eussent pas suivi la Russie impériale dans

1. Bülow, en juin 1902.

2. Tardieu, *La France et les Alliances*, p. 16.

son aberration asiatique. On voit assez aujourd'hui qu'ils l'auraient sauvée d'elle-même s'ils avaient conseillé d'accepter l'alliance japonaise <sup>1</sup>, refusé d'étendre à l'Extrême-Orient le champ de la Double Alliance <sup>2</sup> et averti que la Mandchourie serait pour de longues années le tombeau des armées russes.

## IX

Cette crise, profitable à l'Allemagne, de l'Alliance russe finit en 1905 du fait de l'Allemagne, quand elle ouvrit la crise européenne au lendemain de l'Entente franco-anglaise.

Les traités de 1891 et de 1904, comme la Monarchie n'en a pas conclus de plus grands, ont eu pareillement pour objet principal le maintien de la paix, dans l'ordre européen tel qu'il existait depuis 1871. A la vérité, l'accord franco-anglais de 1904 ne constituait pas une alliance défensive, au sens même large du mot, ni politique ni militaire. En soi, il n'était qu'un traité de réconciliation, de liquidation et d'équilibre. Mais c'était sa vertu féconde après toute cette longue histoire où, depuis qu'il y avait une Angleterre dans le monde, elle avait été si fréquemment en guerre avec la France que les traités, sauf à l'époque de la lutte commune contre la suprématie de la maison d'Autriche, paraissent des trêves.

Il avait fallu la guerre de Cent Ans pour supprimer l'immense obstacle que l'Angleterre, à demi française, des Plantagenet opposait à l'œuvre unitaire des Capétiens. Louis XIV, parce qu'il avait voulu recommencer Charles-Quint, Louis XV pour les colonies dont il avait hérité de Richelieu et qu'il avait reçues de Dupleix, la Révolution pour sa marche au Rhin et Napoléon pour son entreprise carolingienne n'eurent pas d'adversaire plus redoutable et plus tenace que l'Angleterre. Enfin, depuis les traités de Vienne, chaque fois que la France parut vouloir ou se rapprocher du Rhin ou menacer la suprématie maritime et coloniale de l'Angleterre, le vieil esprit des Pitt s'était réveillé dans l'île, elle-même « un Pitt éternel ».

D'autre part, en France, bien que l'alliance anglaise eût été recherchée par tous les plus hauts et les plus clairs esprits de notre

1. Offerte en 1901 par le marquis Ito.

2. Déclaration du 19 mars 1902.

histoire, depuis saint Louis jusqu'à Talleyrand, en passant par Henri IV, Richelieu, Colbert, Mirabeau et Danton, et qu'hier encore Gambetta, dans le discours qui fut son testament de mort, avait recommandé de ne rompre à aucun prix l'entente, les vieilles haines et les vieilles jalousies ne s'étaient point partout assoupies. L'imbécile légende de « la perfide Albion » n'était pas morte.

L'opinion française n'avait pas tardé à reconnaître la lourde faute qui avait été commise en 1881 quand la Chambre, sous la pression de Clemenceau, avait laissé les Anglais aller seuls en Égypte; l'Angleterre, après nous avoir engagés en Tunisie et soutenus au Tonkin, n'avait pas tardé beaucoup plus à s'inquiéter des progrès rapides de notre action dans les vallées de l'Afrique occidentale, Niger et Congo. La rivalité séculaire reparut. Le Cabinet de Londres ayant annoncé à celui de Paris son intention de reconquérir le Soudan, le gouvernement français conçut le projet de couper à l'Angleterre sa route du Caire au Cap par une expédition, préparée dans le secret, qui traverserait l'Afrique équatoriale du Congo au Nil. D'où la rencontre de Fachoda; Marchand, après avoir réussi l'un des plus extraordinaires romans de l'énergie française, arriva bien au Nil, mais pour y trouver l'armée de Kitchener, campée victorieusement au champ de bataille d'Ondurmann, et, aussitôt, la guerre fût en vue (septembre-octobre 1898).

On a dit que le principal tort du gouvernement français avait été de faire partir trop tard une expédition trop faible. L'erreur fut plus grave. L'Angleterre, à aucun moment, n'eût laissé ruiner son projet de relier le Cap à la vallée du Nil. Mais elle vit clairement qu'il n'y aurait point de pire malheur qu'une guerre entre les deux nations les plus civilisées et les plus libérales du monde et que tout le profit en serait pour l'Allemagne. Comme ce fut pareillement, à la réflexion, le sentiment de la France, sauf de quelques échauffés, la poignée des *conquistadores* héroïques de Marchand s'éloigna de Fachoda et les diplomaties des deux pays se mirent à l'œuvre pour un règlement équitable de leurs intérêts et de leurs prétentions contradictoires. Au lieu de se battre, on se rapprocha.

Parce qu'il ne cherchait pas la guerre avec l'Allemagne et qu'il faisait confiance à la raison des hommes, Gambetta avait dit « qu'appuyée sur la Russie et l'Angleterre, la France serait inatta-

quable ». L'événement lui a donné tort parce que la seule Russie conclut une alliance militaire; l'Allemagne, en juillet 1914, même dans sa folie, se fût sans doute arrêtée devant la certitude de rencontrer la flotte britannique et l'inexorable blocus. Quoi qu'il en soit, la pensée de Gambetta fut celle des précurseurs et des auteurs français de l'accord (Waldeck-Rousseau, Delcassé, Loubet, Paul Cambon); son principal initiateur, le roi Édouard VII, ne s'était, tant appliqué à liquider un trouble passé, gros d'orages, que pour mieux assurer la paix du monde.

Ce qui est vrai de l'accord de la France avec l'Angleterre, l'est pareillement de ses accords à peu près simultanés avec l'Italie et avec l'Espagne. Ces ententes, dont la négociation n'a rien eu de clandestin et qui assuraient évidemment aux contractants des avantages importants, ont eu le même objet : écarter les causes de difficultés et de malentendus entre les puissances méditerranéennes. Comme l'Allemagne n'a aucune ouverture sur la Méditerranée, et puisque la liberté entière de son commerce lui est partout assurée, que peut lui importer que l'Égypte reste à l'Angleterre, du consentement de la France; que l'Angleterre reconnaisse à la France le droit de relier entre eux ses territoires épars de l'Afrique occidentale et de protéger l'Algérie, à l'ouest, au Maroc, comme elle l'est déjà à l'est, en Tunisie; que l'Espagne s'associe à la France au Maroc et que l'Italie ait carte blanche en Cyrénaïque? Bulow, au Reichstag <sup>1</sup>, n'a pas répondu autre chose à la première interpellation des « grands allemands ». Si, vraiment, Delcassé prononça le mot d'« encerclement », ce fut pure gasconnade. Est-ce que l'Italie ne restait pas associée à l'Allemagne et à l'Autriche dans la *Triplice*, l'Espagne neutre, la Russie engagée seulement contre une agression, l'Angleterre libre de tout engagement? La première impression, en 1904, fut qu'une aurore de paix se levait pour l'Europe.

## X

Les années suivantes (1905 à 1914), où l'Empereur allemand, poussé dans les reins par les pangermanistes, se fit l'homme de leur politique sans parvenir, si brutal qu'il devint, à les contenter,

1. Discours du 12 avril 1904.

mirent la patience française à l'épreuve la plus rude qu'elle eût encore supportée; ces temps, particulièrement durs pour la France, furent gros d'avertissements pour l'Angleterre et pour la Russie, même pour les neutres; les trois offensives politiques de l'Allemagne, au Maroc, dans la péninsule balkanique, avec l'Autriche pour pion sur l'échiquier, puis encore au Maroc, énervèrent le siècle commençant, firent la paix armée plus lourde et plus précaire, et rendirent les Empires centraux l'objet d'une défiance à peu près universelle.

Non seulement, pendant tout ce temps, la France resta obstinément sur la défensive; mais, par deux fois, elle céda sur son droit, un droit qui était manifeste à tous les yeux non allemands, et, tant qu'elle put, se cramponna à la paix.

Presque tout le procès des responsabilités lointaines de la guerre de 1914 est là, dans ce contraste : l'Allemagne cherchant des occasions de guerre, de son propre aveu, de l'explicité aveu de l'Empereur; la France refusant le fer.

Le pays n'avait-il plus les mêmes susceptibilités, les mêmes fiertés qu'autrefois? les avait-il amorties dans la démocratie et dans le bien-être? Il n'en était rien : le plus grand changement, c'était que la France se gouvernait maintenant elle-même et que le droit de paix et de guerre était restitué à la nation.

Ce serait exclure la France elle-même de l'œuvre de sa formation et de sa grandeur que d'écrire qu'au cours de sa longue histoire, les gouvernés ont été à l'ordinaire entraînés par les gouvernants aux guerres qui étendirent les limites de l'Ile-de-France aux frontières de la vieille Gaule. La nation a été constamment l'alliée de ses rois capétiens dans l'entreprise de son unité et dans la bataille pour l'indépendance générale des peuples et des États qu'a été leur longue lutte contre la suprématie de la maison d'Autriche, et il n'y a pas d'exemple d'une guerre plus profondément nationale que celle qui, relevant le défi de la Coalition, porta la France d'un grand élan au Rhin et aux Alpes. Par contre, les guerres d'Italie n'ont été que le roman de chevalerie de deux rois étourdis; après que la Flandre et la Franche-Comté furent rentrées, avec l'Alsace, dans la famille

1. Voir le récit d'Iswoolsky sur sa conversation avec le kaiser en 1905 : « J'ai jeté le gant à la France... »

française, rien ne contribua davantage à ruiner la monarchie que les guerres dynastiques de succession sous Louis XIV et sous Louis XV; la politique de la nation, si elle avait été dès lors maîtresse de ses destinées, c'eût été celle de Colbert qui ne voulait plus connaître que la mer et les colonies, l'industrie et le commerce. Si le jeune Louis XIV fut adoré à la folie, c'est pour la raison qu'a dite Racine : « Sire, votre réputation n'en est pas moins éclatante pour n'être pas établie sur les embrasements et les ruines <sup>1</sup> »; si Voltaire ensuite vit, sur le parcours du cercueil royal, « de petites tentes où l'on buvait, chantait et riait <sup>2</sup> », c'est que Louis XIV, de son propre aveu, « avait trop aimé la guerre ». Bonaparte, lui aussi de son aveu, a fondé sa dictature beaucoup moins sur ses victoires d'Italie et d'Égypte que sur sa promesse de la paix : « Si je laissais à un autre le mérite de la paix, ce bienfait le placerait plus haut dans l'opinion que toutes mes victoires <sup>3</sup> »; après Amiens tout était rentré dans les voies du travail quand il repartit pour sa prodigieuse épopée; l'histoire n'en est pas écrite seulement sur les arcs de triomphe et sur les colonnes <sup>4</sup>; avec quelle joie, qui fait mal aujourd'hui encore, fut accueilli le tragique dénouement! Au temps de la Monarchie de Juillet, même des étrangers s'étonnèrent de sa résignation aux traités de 1815 : « On dirait que l'état des rhénans est pour les français l'objet le plus indifférent. Ayez donc le plus beau, le plus noble, le plus populaire drapeau du monde : à quoi bon vraiment? <sup>5</sup> » Promettre la paix parut à Napoléon III, comme à Napoléon, le plus sûr moyen de se rendre populaire; même la légende d'un outrage adressé par le Roi de Prusse à l'ambassadeur de France ne rallia pas l'opinion à la guerre de 1870; la guerre fut accueillie « avec consternation <sup>6</sup> ».

La France n'a donc pas attendu d'être définitivement en démocratie pour devenir une nation pacifique; toutefois elle ne l'a pas été de la

1. Épître dédicatoire d'*Alexandre* (1666).

2. *Siècle de Louis XIV*, t. III, p. 109.

3. Miot de Melito, *Souvenirs*, t. I, p. 156.

4. Voir dans les rapports des préfets à l'Empereur, cités par Taine, t. V, p. 413, le chiffre des réfractaires (dès 1810, plus de 160 000 condamnations nominatives) et des déserteurs de la grande armée (en 1812, dès les premiers mois, 4 à 5 000 par jour).

5. Mérode à Thiers (10 janvier 1839).

6. Renan, *Réforme intellectuelle et morale*, p. 24, et les rapports des Préfets dans les *Papiers des Tuileries*.

même façon sous l'ancien régime que de nos jours. S'il convient de rejeter la vieille erreur qui a fait attribuer l'esprit militaire de la France à des éléments venus d'Outre-Rhin avec les grandes inondations germaniques, il n'en reste pas moins que les notions de paix et de justice n'ont pu s'apparenter qu'après la destruction des derniers vestiges de la féodalité qui étaient restés dans l'ancien régime. L'instinct naturel est devenu une philosophie politique et sociale. Une démocratie, imbue des deux idées-forces de paix et de justice et se gouvernant elle-même, sous la forme républicaine, a, par conséquent, transformé sa diplomatie avec tout le reste. L'honneur, où Montesquieu voyait le principe de la monarchie, n'a point disparu avec elle; la République, la troisième comme la première, n'a pas été une gardienne moins jalouse de l'honneur national que les grands capétiens et leurs grands ministres. Ce n'est ni François I<sup>er</sup>, à Madrid, ni Louis XIV, à Gertruydenberg, qui a refusé de traiter avec l'ennemi tant qu'il occupait encore un pouce du territoire national; c'est la Convention. Sans qu'on puisse faire un crime à l'Assemblée de Bordeaux d'avoir livré l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne pour un demi-siècle, on ne saurait oublier que le traité de démembrement fut repoussé seulement par des républicains, et, d'abord, par ceux qui avaient dirigé l'héroïque effort de la Défense nationale. Mais le point d'honneur, qui n'est pas l'honneur, ne devait pas tenir dans la politique extérieure de la République la même place que dans celle de la Monarchie. Un ministre d'ancien régime eût préféré courir les risques de la guerre que de céder devant les gestes de l'Empereur allemand à Tanger et à Agadir; le point d'honneur eût été sauvé, mais comme il le fut quand le duc de Gramont ne voulut pas avoir été « souffleté » par la fausse dépêche d'Ems.

Si la diplomatie de la République, tout au contraire, ne donna pas aux nouveaux pièges allemands, c'est qu'en raison de la transformation même du régime, elle s'inspira d'une volonté dont n'aurait pas tenu compte un gouvernement impérial ou royal, et qu'en conséquence, elle ne releva pas le gant que lui jetait l'empereur Guillaume. Les réclamations de l'Empereur n'étaient fondées en rien; soit qu'il demandât avec une solennité théâtrale la révision des accords sur le Maroc, soit qu'il exigeât d'être payé par un territoire colonial pour son consentement à reconnaître à la France, qui la

tenait du Maroc, sa mission civilisatrice sur cette vieille terre sauvage, il était sans droit, autre que celui du plus fort. Le gouvernement français eût été d'autant plus fondé à répondre par un refus que les sommations étaient plus brutales. C'eût été la guerre, mais à quel moment ! La France aurait été dans son droit, mais elle eût été seulement dans son droit. Pouvait-elle se battre pour avoir refusé des concessions, pénibles assurément et douloureuses, mais qui laissaient tout de même son honneur intact ? Elle aurait été, sans doute, approuvée assez généralement ; elle n'eût pas soulevé en sa faveur, comme plus tard, la conscience de tout ce qu'il y avait d'un peu noble dans le monde. Elle avait bien des fois affirmé sa politique de paix ; elle la prouvait par des actes, et par ceux qui sont le plus démonstratifs, parce qu'ils coûtent le plus à ce sentiment de l'amour-propre qui est, de tous, le plus vif chez la plupart des hommes.

## XI

Précisément dans les années où l'Allemagne militaire et l'Allemagne économique s'impatienzaient, celle-ci de ne pas dominer encore sur tous les marchés du globe, celle-là de ne pas avoir atteint encore à l'hégémonie, la France ne pouvait pas suivre une politique plus sage et plus habile.

Elle eût renié, avec des vastes et glorieuses pages de son histoire, le meilleur de sa philosophie politique si elle avait cessé de croire qu'il y a des circonstances où la force seule peut faire fonction d'arbitre. Bien plus, ce que Proudhon a dit de la justice et du droit, qu'ils ne peuvent rien sans la force<sup>1</sup>, comme Pascal l'avait dit de la vérité<sup>2</sup>, elle ne le comprit bien que depuis 1870. L'affaiblissement de l'instrument militaire vers 1905, par suite d'un excès de confiance dans la paix, fut salutaire par les inquiétudes qu'il causa. Alors que tout a manqué au téméraire gouvernement de Napoléon III, la France de 1914 se trouva prête à recevoir le choc formidable qui, dans le plan allemand, la doit abattre du premier coup ; elle ne fera alors que chanceler pour se redresser aussitôt et gagner la guerre sur la Marne.

1. *La guerre et la paix*, t. I, ch. vii.

2. *Provinciales*, XII<sup>e</sup> Lettre.

Mais la force même que l'ennemi lui reconnaissait donna plus de prix aux concessions qu'elle fit pour garder la paix de l'Europe. Ses sacrifices lui valurent un redoublement de confiance. La Russie et l'Angleterre, qui, sans doute, se seraient écartées si elles lui avaient soupçonné des velléités belliqueuses, se rapprochèrent d'autant plus qu'elle parut plus résolue à ne se battre que si l'Allemagne lui imposait la guerre. L'année d'avant la catastrophe, l'Allemagne, avec l'intention manifeste de provoquer un réflexe de colère, aggrava et multiplia les brutalités en Alsace-Lorraine. Les « bons européens » de Paris refoulèrent au fond d'eux-mêmes leurs rancœurs afin qu'au jour de l'agression, ils pussent dire en conscience que la France n'avait jamais usé « de sa force renouvelée et rajeunie » que dans l'intérêt général <sup>1</sup>.

La Russie, encore mal remise de sa défaite asiatique, qui entendait les premiers grondements de son volcan révolutionnaire et qui, timidement, faisait l'expérience d'une sorte de gouvernement des assemblées, n'était pas moins éloignée de la guerre. On chercherait en vain les raisons qu'elle eût pu avoir de faire la guerre à l'Allemagne. Loin de la gêner, la pénétration économique de l'Allemagne lui profitait, pour le moins autant que les milliards des emprunts français. La Cour était toujours à moitié allemande, toutes les places importantes de l'administration étaient occupées par des Allemands. Le panslavisme n'avait pas survécu à Katkoff; ni les Bulgares, très fermes sur leur indépendance, ni les Serbes ne prenaient leur mot d'ordre à Pétersbourg. De l'Autriche, la Russie avait tout accepté : l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, la fenêtre de l'Adriatique violemment fermée aux Serbes, le royaume d'Albanie avec un prince allemand. L'amertume qu'elle en avait ressentie ne s'était traduite qu'en paroles. Elle avait applaudi au brillant réveil des nations balkaniques. Même à la police autrichienne, qui forge des documents quand elle n'en trouve pas, il a été impossible de trouver la main russe dans l'agitation nationale des Serbes. L'ordre nouveau des Balkans en 1913, après la paix de Bucarest, satisfaisait la Russie pour les mêmes raisons qu'il irritait l'Autriche. Ce fut dès lors l'Austro-Allemagne qui, plutôt que de laisser les Balkans aux Balkaniques, chercha le conflit. La défaite des Turcs, dont elle avait

1. Message de Poincaré (4 août 1914).

escompté la victoire sur les Bulgares, les Serbes et les Grecs, puis la défaite des Bulgares, dont elle avait favorisé le coup de félonie contre les Serbes, dérangeaient tous les plans de Berlin et de Vienne. Sans le refus de l'Italie de s'associer à une agression de l'Autriche contre la Serbie, *pericolissima avventura*, avait dit Giolitti <sup>1</sup>, on peut croire que la guerre mondiale eût été avancée d'une année.

Pour l'Angleterre, dans ces mêmes années, elle portait ses vœux plus loin que le simple maintien de la paix armée. Les conventions militaires et navales avec la France se réduisirent à un échange de lettres entre le ministre britannique des Affaires étrangères et l'ambassadeur français; il y était précisé que « les consultations échangées entre spécialistes ne devaient pas être considérées comme des engagements »; « si l'un ou l'autre gouvernement avait un motif grave d'appréhender soit une attaque *non provoquée* d'une tierce puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux gouvernements devaient agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix, et, dans ces cas, discuter quelles mesures ils seraient disposés à prendre en commun <sup>2</sup>. » Ce fut tout. Et, comme si c'était trop, les gouvernements, libéraux et radicaux, fortement pénétrés de pacifisme, au plein de leur bataille fiscale, inquiets de l'Irlande, conscients de leur impréparation militaire, multiplièrent les avances à l'Allemagne, lui proposèrent la limitation des armements navals. « Les amitiés conclues par l'Angleterre n'étaient pas un obstacle à la conclusion de nouvelles amitiés <sup>3</sup> »; l'Angleterre souhaitait celle de l'Allemagne. Elle donnera l'exemple de réduire le programme de la flotte de 25 p. 0/0 pour les navires de combat, 60 p. 0/0 pour les torpilleurs, 33 p. 0/0 pour les sous-marins <sup>4</sup>. La surenchère perpétuelle, la « folie » des armements révolte le bon sens britannique : que « les États chrétiens dépensent annuellement 10 milliards de francs pour préparer une nation à en exterminer un autre », cela est monstrueux; une pareille « épidémie

1. Dépêche à San Giuliano.

2. De sir Edward Grey à Paul Cambon, 22 novembre 1912; de Cambon à sir Edward Grey, 29 novembre 1912. (*Livre Bleu*, annexes 1 et 2 joints au n° 105; *Histoire de douze jours*, p. 408.)

3. Grey, Chambre des Commerces, 24 novembre 1911.

4. Programme de juillet 1913.

de gaspillage dévastera le monde jusqu'à la ruine »; c'est « la ruine de la culture »; « le fardeau des armements est un plus grand danger que la guerre même, car il équivaut à un épuisement en temps de paix <sup>1</sup> ». En février 1914, Haldane, ministre de la guerre, se rend à Berlin, renouvelle ses instances.

La volonté de paix était telle dans l'Europe occidentale que le parti socialiste français commit alors la plus grave, la plus touchante aussi de ses erreurs. Il y avait si peu de raisons sérieuses de guerre dans le monde que Jaurès et ses amis attribuèrent à leurs coreligionnaires allemands leurs propres sentiments. Certains que la *Sozial demokratie* opposerait à une tentative impériale d'agression la grève générale et que l'Empereur lui-même ne risquerait pas sa magnifique fortune sur un coup de dé, ils fraternisèrent solennellement dans la cathédrale de Bâle avec les socialistes allemands.

Combien la réalité était différente! mais elle défait, en effet, le bon sens.

Alors que la prospérité et la puissance économique de l'Empire n'arrêtaient pas de croître, — la fortune publique de 2 milliards de marks par an (23 milliards en 1895, 43 en 1911), le nombre des grandes fortunes de 50 p. 0/0, les importations et exportations de 6 milliards, dans les premiers temps du siècle, à 20; la production du minerai de fer de 6 à 27 millions de tonnes, le tonnage de la flotte de commerce de 1 à 3 millions<sup>2</sup> — l'Allemagne continuait à réclamer « sa place au soleil ». Quelle place? Le général de Bernhardt, dans le livre fameux qui est comme la préface de la guerre mondiale, le dit crûment : « L'hégémonie ou la chute<sup>3</sup>. » A l'ordinaire, les peuples et les États qui convoitent des territoires de leurs voisins se donnent la peine de chercher des raisons ou d'alléguer des prétextes. On en trouve toujours. Cela parut superflu aux hérauts de la guerre « impérialiste ». Bernhardt convient — et cet aveu, c'est même son principal argument — que « ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'ont besoin d'attaquer l'Allemagne pour sauvegarder leurs

1. Londres, XVII<sup>e</sup> Congrès de la Paix, juillet 1911, et Chambre des Communes, juillet 1910, discours de Lloyd George; Communes, 12 décembre 1911, discours de Grey, etc....

2. Chiffres donnés par Helfferich, par Bernhardt, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, ch. xiv, etc.

3. Ch. v.

intérêts ». Mais il retourne contre elles leur patience ou leur résignation. « Aussi longtemps que nous reculerons devant une attaque, leurs diplomates évidemment plus habiles nous imposeront leur volonté. » Quelle volonté? Celle de garder la paix, puisque l'Empereur allemand n'a pas réussi à faire sortir la guerre de ses provocations, ni à Tanger, ni à Agadir, ni dans les Balkans. « Dans la dure bataille pour la souveraineté du monde, puisqu'elle nous est imposée par notre population et par notre culture, nous ne devons donc plus reculer. » « La bataille doit être livrée et elle doit être gagnée, quelque en puisse être le prix. » Notamment, « la France doit être si parfaitement écrasée qu'elle ne pourra plus jamais se mettre au travers de notre chemin ». « La mission allemande ne peut s'accomplir que par l'épée. » « Traiter de politique aventureuse une politique entreprenante et qui poursuit des buts positifs, c'est un abus de langage de notre timide époque. » L'art de la politique, c'est « de créer de nombreuses surfaces de friction ». « L'ancien sage avait raison; la guerre est la mère de tout. » Gœthe a dit que « l'essence de la vie, c'est de supplanter ou d'être supplanté », et Schlegel que « la guerre est aussi nécessaire que la lutte des éléments dans la nature ». Ainsi « la conquête est devenue la loi indispensable ». « Du droit de faire la guerre<sup>1</sup> résulte le devoir de faire la guerre<sup>2</sup>. » Une seule question : « Engager la bataille dans la situation militaire la plus favorable<sup>3</sup>. »

Les savants allemands pourront entasser des montagnes sur des montagnes de volumes pour alléguer que la Triple Entente se préparait à une guerre offensive : tant qu'il subsistera un exemplaire du livre de Bernhardt, ils resteront convaincus de mensonge par un des leurs. Mais ce n'est pas au jugement du seul Bernhardt que le grand crime de la Triple Entente, c'est sa volonté de paix; la pire duperie allemande serait de tomber au piège pacifique de la Triple Entente. Bernhardt n'est pas un isolé; son congénère Frobenius<sup>4</sup> qui, lorsque Bernhardt écrit : « Tue! », crie « assomme! », a pour préfacer le Kronprinz lui-même; et le Kronprinz enfin publie lui aussi son

1. C'est le titre du ch. 1<sup>er</sup>.

2. Titre du ch. II.

3. Ch. I, II, V et VI, *passim*, p. 320, 337, 334 de l'édition allemande.

4. *Des deutschen Reiches Geschicksals-stunde*.

appel aux armes : « L'Allemagne en armes<sup>1</sup>. » Le jeune seigneur professe ouvertement le mépris de la paix : « Cette conception de la vie d'un peuple n'est pas allemande. » (*Un-deutsch*, proprement : *anti-allemande*; *un*, comme l' $\alpha$  grec, est privatif; ainsi dans *amoral* qui est autre chose qu'*immoral*). « L'argent a acquis chez nous une valeur qui ne peut être considérée sans crainte. Le vieil idéal est méprisé. Pour gagner de l'argent, il faut la paix, la paix à tout prix. Or, l'histoire nous apprend que les États chez lesquels règne le facteur commercial sont allés misérablement à la ruine. Sans doute, la diplomatie peut et doit retarder les conflits pendant un certain temps. Mais, comme l'éclair qui rétablit l'équilibre entre deux couches d'air chargées d'électricités différentes, l'épée sera et restera jusqu'à la fin du monde le facteur dominant en toutes choses.... » Et quand le prince quitte son commandement des hussards de Dantzig : « Mon cœur et mon esprit demeurent avec vous. Lorsque le roi appellera et que retentira le signal : « Marche! Marche! » pensez à celui dont le plus ardent désir a toujours été de pouvoir vivre avec vous le moment de félicité soldatesque. » L'image du Kronprinz est vendue par milliers, avec cette inscription : « Nous ne pouvons obtenir la place au soleil qui nous revient et qu'on ne nous cédera pas volontairement qu'à l'aide d'une bonne épée. Signée : KRONPRINZ GUILLAUME<sup>2</sup>. »

Il n'y a pas dans l'histoire moderne un autre exemple d'une guerre qui ait été voulue, publiquement réclamée, dans un tel oubli du droit et de l'humanité.

La diplomatie française veillait. Elle reconnut exactement que ce que l'Allemagne ne pardonnait pas à la France, c'était, comme disait Renan, « son pouvoir éclatant de renaissance et de résurrection<sup>3</sup> ». Elle ne fut pas moins exactement renseignée sur la pensée de l'État-Major général : « Laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur; lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté; le succès seul la justifie. » Propres paroles du général de Moltke; Cambon traduit : « Agir par surprise<sup>4</sup> », et prévient que « l'Empereur

1. *Deutschland in Waffen*.

2. Richard Grelling, *J'accuse...*, p. 31.

3. Rapport du lieutenant-colonel Serret, du 15 mars 1913.

4. Dépêche du 6 mai 1913.

se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois<sup>1</sup> ». Et voici le rapport officiel de Ludendorff daté du 19 mars 1913 sur le renforcement de l'armée allemande : « Il faut habituer le peuple à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité contre les provocations ennemies. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon. Il faudra mener les affaires de telle sorte que, sous la lourde pression d'armements puissants, d'énormes sacrifices d'argent et d'une situation politique tendue, une ruée générale soit considérée comme une délivrance.... Il faudra que les petits états soient contraints à nous suivre ou soient abattus.... Sur notre frontière du Nord-Ouest, ce sera pour nous une question vitale de prendre l'offensive avec une grande supériorité du nombre dès les premiers jours. Un *ultimatum* à brève échéance, que l'invasion doit suivre aussitôt, permettra de justifier suffisamment notre action au point de vue du droit des gens.... Nous nous souviendrons que des provinces de l'ancien Empire allemand, Comté de Bourgogne et une belle part de la Lorraine, sont encore aux mains des Francs ; que, par milliers, les frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé<sup>2</sup>. »

Du 19 mars 1913, tout le drame de juillet-août 1914.

Cette fois, les rapports de l'ambassadeur et des attachés militaires sont compris et médités. Les têtes ne se cachent pas sous le sable pour ne point voir monter le danger. Avec la conscience de n'avoir pas laissé échapper depuis quarante-trois ans un mot de provocation, la France se tient prête. Elle n'a pas abdiqué sa liberté aux mains d'un sauveur. Elle est à elle-même son veilleur dans la nuit.

JOSEPH REINACH.

1. Dépêche du 22 novembre 1913.

2. Livre jaune, n° 2; *Histoire de Douze Jours*, p. 19 et suiv.

